

C'était le désert.

Robert André

Pour moi c'était le désert....

Au mois de juillet de l'an 2000, nous quitions l'ouest canadien pour emménager notre petite famille dans notre nouvelle demeure à Kitchener-Waterloo au centre de la péninsule du Niagara. Au dire de tous, c'était une ville prospère offrant un terrain particulièrement fertile pour les couples professionnels qui désirent tous deux travailler dans des domaines se conformant à leur spécialité. Cette région nous offrait également un profil économique sain, des prix de maisons abordables, des hivers doux, des étés humides relativement dépourvus des hordes de moustiques qui envahissent annuellement les prairies de l'ouest.

Alors ce « désert », il est où?

Ayant déjà roulé ma bosse dans plusieurs communautés de l'ouest où les francophones évoluent comme minoritaires où j'héritais à chacun de ces endroits, de par ma simple présence, des services culturels et sociaux d'organisations francophones desservant leurs populations respectives. La plupart de ces associations étaient fondées depuis des décennies grâce aux efforts des ancêtres du milieu. Chacune de ces communautés partageait des caractéristiques communes : elles entretenaient un combat continu, inlassable, pour assurer la survie culturelle et linguistique dans leur milieu, s'adaptant sans cesse au climat social, économique et politique de leur région.

Parlons donc de ce « désert ».

En contraste avec ces petites communautés de l'ouest pleines de vitalité, je découvrais à KW ce qui m'a paru être un véritable désert culturel et social francophone. Certains me disaient que « le petit nombre de francophones résidant à KW ne permettrait pas d'atteindre le niveau de vitalité qu'on découvre chez ces autres communautés francophones de l'ouest ». Je m'empressais de répondre qu'on ne pouvait pas justifier cette absence de vitalité que par des nombres. Plusieurs de ces communautés de l'ouest – si loin du pouvoir politique et économique du pays – rassemblent un nombre de francophones nettement inférieurs à celui des francophones de Kitchener-Waterloo. D'autres de rajouter, qu'il ne fallait pas exagérer en disant qu'on retrouvait quand même dans la région de KW quelques oasis isolés sous la forme d'écoles catholiques francophones. Et moi de répondre que ce n'était pas de bonne augure que la vitalité d'une communauté francophone se résume aux activités isolées de quelques satellites francophones gravitant autour d'une seule paroisse catholique dans la région; à mes yeux, ceci ne signalait rien de plus qu'une communauté francophone moribonde en voie de disparition en précisant que cette vitalité doit émerger d'un désir de rassemblement collectif de *tous* les francophones dans le milieu.

Ainsi pendant environ deux ans nous nous adaptions graduellement à notre nouvel environnement. Ce fut des années où la satisfaction que mon épouse et moi tirions de nos emplois favorisait notre enracinement au milieu; ainsi nous devons nous rendre à l'évidence que, en toute probabilité, Kitchener-Waterloo allait devenir la ville où grandiraient nos enfants. Cette prise de conscience nous incitait à une certaine planification à long terme. Avec tous ce que nous aimions de la région, il faudrait en même temps faire face aux aspects particuliers qui nous déplaisaient. La préoccupation de loin la plus importante était que, ici, nos enfants ne

vivraient pleinement leur francité qu'à l'école ou à la maison. Sur ce point je n'arrivais pas à m'y faire. Je me posais souvent la question : comment se fait-il que je n'arrive pas à me sentir chez-moi dans un pays qui est le mien, et ici encore moins qu'ailleurs? Je me suis dit « qu'un jour », il faudrait tenter d'y apporter des changements

Durant l'année suivante j'inscrivais ma fille aînée à une toute nouvelle école publique de langue française à KW laissant présager une certaine évolution des choses. Lors d'une réunion du conseil de parents, nous discutons du fait qu'il n'était pas normal qu'une école soit ainsi isolée et méconnue de la communauté d'où elle puise sa clientèle. Qu'il était impératif que les jeunes qui fréquentaient une école française puissent évoluer en rapport direct avec sa communauté, qu'ils puissent prendre connaissance que leur francité ne se limitait pas qu'à l'école et la maison. On pouvait estimer que moins de 700 francophones de KW étaient directement liés aux écoles françaises de la région. Ne fallait-il pas se demander : Qui sont les 3, 4 ou 5 mille autres francophones? Où sont-ils? Quelles sont leurs aspirations comme collectivité? À part du fait qu'ils partagent une langue commune, de quelles façons les membres de cette collectivité s'associent-ils les uns aux autres? De quelles façons nos jeunes peuvent-ils mieux les voir s'adapter comme francophone en milieu minoritaire? C'est donc au mois de novembre de l'an 2003, comme parent du conseil d'école, que j'acceptai d'entreprendre le dossier qui m'attribuait la vague responsabilité de voir par quels moyens les écoles pourraient mieux se lier à la collectivité francophone de KW au bénéfice de leurs élèves. Mais encore, fallait-il que cette communauté soit visible, quelle ait une association qui, d'une certaine façon, la représentait. En fait ce qu'on me demandait d'entreprendre dépassait de loin le mandat que nous avions comme conseil d'école. C'était donc avec appréhension que j'acceptais cette tâche. Si une telle association était invisible, c'était que, *de facto*, elle n'existait pas. Donc, avant d'entrer en relation avec celle-ci ne fallait pas d'abord la créer... ou tout du moins, faire les premiers pas en vue de sa fondation? Puisqu'une telle association n'existait pas, je me demandais si dans le passé il y avait eu des tentatives d'en former une, et si oui, quelles étaient les raisons pour lesquelles ces tentatives avaient échouées. Était-ce une boîte de Pandore? Y avait-il des conflits intestinaux à l'intérieur de cette communauté qui m'étaient inconnus? Car après tout, de nombreux francophones vivaient ici depuis des décennies. Quelles réactions susciterait la formation d'une telle association francophone par des nouveaux venus qui bouleverserait le statu quo?

Serait-ce aussi simple que de lancer la balle afin de voir si quelqu'un s'avancerait pour l'attraper. Je montai un site web intitulé « *Babillard francophone de Kitchener-Waterloo* », tentant autant que possible de lui donner un aspect professionnel (il fut loin de l'avoir, même si je me souviens d'en avoir été quand même assez fier). J'y invitais les francophones de la région de KW à s'inscrire à une association qui n'existait pas mais qui risquait, un jour d'exister si un nombre suffisant d'individus s'y intéressait. Le site suscita un peu d'intérêt, et même quelques courriels sollicitant, assez timidement il faut le dire, des renseignements supplémentaires sur cette association. J'accumulai ainsi un nombre significatif d'adresses courriels. Au mois de décembre, je communiquai avec Radio-Canada leur demandant de passer une annonce à l'émission du matin : il s'agissait d'une invitation formelle adressée à tous les francophones de KW intéressés à fonder une association francophone de se présenter à une réunion au mois de janvier de l'an 2004. La balle était lancée. On ne pouvait plus reculer. Si seulement 5 personnes répondaient à cet appel, ce serait un échec foudroyant. Je me suis dit qu'une quinzaine de

participants constituerait un nombre suffisant pour fonder cette association. Je préparai une ébauche de la Charte et Règlements qui servirait de document de travail en vue des discussions sur la nature de cette association. Cette rencontre eu lieu le 15 janvier 2004.

Vingt personnes répondirent à l'appel.

Vingt personnes se rassemblaient autour d'une table pour rédiger la Charte et Règlements de l'association.

Vingt personnes décidèrent entre eux, lors d'une soirée en proie d'un des froids les plus mordants de l'hiver, qu'à Kitchener-Waterloo, il y aurait, dorénavant, une association qui s'appellerait **L'Association des Francophones de Kitchener-Waterloo**, avec acronyme **AFKW**, et qui aurait comme mandat de servir les intérêts des francophones de la région. (On peut toujours lire les noms des fondateurs sous le lien *administration* sur le site web de l'AFKW).

On peut aussi dire, selon les points de vue, que vingt personnes manquèrent l'occasion de passer la soirée du 15 janvier 2004 chez-eux, bien au chaud, à regarder la télévision, ... s'assurant du même coup que l'AFKW ne voit jamais le jour.

Nous décidions que les administrateurs(trices) seraient élu(e)s une fois par année selon les normes démocratiques contemporaines. On lisait dans les yeux et le cœur des premiers élu(e)s l'effervescence, l'énergie et le courage nécessaire pour y aller de l'avant, de bon train, qu'on créait un « morceau d'histoire », quelque chose qui aurait un impact, pour longtemps, sur la vie d'un grand nombre de personnes. Les plus cyniques diront : « oui, une *gang* d'amateurs, d'aventuriers qui ne savaient pas dans quelle galère ils s'embarquaient ». Amateurs, aventuriers ... peut-être bien. Naïfs? Non. Nous savions pourquoi il n'y avait pas eu mille personnes présentes à cette réunion. S'il n'y en avait que vingt c'est parce que les personnes qui composeraient ce premier conseil avaient quelque chose à offrir tout en étant conscients qu'ils en auraient plein les bras pour une couple d'années.

Il restait maintenant à l'AFKW à faire ses preuves, de démontrer qu'elle avait sa raison d'être, qu'elle répondait à un besoin. Il faudrait démontrer à des bailleurs de fonds non seulement que son Conseil d'Administration était démocratiquement élu mais qu'elle avait l'appui d'un échantillon significatif de sa population francophone de KW. En même temps, il fallait éviter les traquenards et soigner son image. Les premiers administrateurs savaient que nous nagerions pour un moment à contre-courant, qu'on changeait le statu quo, qu'on nous regarderait faire, mais de loin, que les plus cyniques compteraient les heures avant que les bénévoles s'épuisent pour enfin tout foutre en l'air dans un geste de découragement.

Pendant un an, nous roulions à sec. Aucune subvention n'était possible. Nous n'existions que sur papier. Nous étions une association pas encore incorporée et n'ayant pas encore faites ses preuves. Il fallait y aller une étape à la fois et toujours selon nos ressources pour éviter l'épuisement. Toutes les activités planifiées était en restructuration – certains la qualifiait de « moribonde ». Plusieurs de ses satellites dans la péninsule subissaient les mêmes restructurations, tandis que d'autres pratiquaient la devise « Chacun pour soi ». Seuls brillaient à l'horizon les ardents combats de valeureux guerriers à la défense de l'Hôpital Montfort contre les furieuses attaques des avocats du gouvernement Harris. Seuls leur courage et leur détermination serviraient d'inspiration aux combattants d'ailleurs. Pour le moment, nous mènerions notre petite bataille seuls.

Un an plus tard, nous obtenions notre incorporation, une étape essentielle pour obtenir des subventions de l'état. Elle se fit au coût de 100\$. L'association était déjà déficitaire envers

certaines de ses membres du Conseil qui attendaient patiemment pour se faire rembourser. La première subvention de 15 000\$ provenant de Patrimoine Canadien nous mit le vent dans les voiles. Pour la deuxième année, nous nous donnions comme objectif principal de tisser des liens avec les organismes les plus importants de notre communauté. La promotion de nos activités se ferait par le truchement de la publication d'un bulletin mensuel. Le bulletin servirait de canal de communication privilégié avec nos membres tout en servant d'instrument de recrutement de nouveaux membres. En toute évidence, nos partenaires les plus importants devaient être les écoles françaises de la région. Il fallait les convaincre qu'il serait au bénéfice des partenaires de travailler ensemble. Les liens de confiance ne s'établissaient pas automatiquement. On lisait entre les lignes : Qui êtes-vous? D'où venez-vous? Avez-vous fait vos preuves? Pourquoi aurions-nous besoin de vous? Si pour nous les réponses à ces questions nous paraissaient évidentes, elles ne l'étaient pas nécessairement pour nos interlocuteurs qui nous regardaient d'un œil suspicieux, y voyant peut-être des initiatives qui ne semblaient pas provenir de leur milieu. Tout particulièrement, il fallait s'assurer qu'à travers notre bulletin, nous ne favorisions pas un système scolaire au profit de l'autre.

C'est ainsi que l'Association surmontait ses premiers grands défis : non seulement de se faire voir par la population francophone, mais d'obtenir sa confiance et ensuite son appui. La première vague de ses administrateurs est maintenant passée. Six ans plus tard, son Conseil d'Administration se voit entièrement renouvelé, rajeuni, lui apportant un regain d'énergie et un apport d'idées nouvelles. Certains se demanderont si, à KW, la partie est gagnée pour les francophones. Malheureusement, elle ne l'est pas et ça ne le sera jamais ... c'est une réalité avec laquelle doivent vivre les francophones qui vivent en milieu minoritaire. Ce combat perpétuel pour la survivance linguistique et culturelle, c'est ce qui nous caractérise, c'est ce qui nous garde vivant. Car puisque nous voguons à contre-courant, il ne suffit que de quelques moments d'épuisement pour ressentir que la barque prend du recul. Les « voyageurs » le comprenaient bien en déclarant que, « ce n'est qu'en exerçant quelques bons coup de bras que le canot ira de l'avant ».

Robert André